

CONFERENCE MINISTERIELLE
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais

SRI LANKA

Déclaration de M. Kingsley T. Wickremaratne, M.P.
Ministre du commerce intérieur et extérieur et de l'alimentation

C'est assurément un grand plaisir et privilège que de prendre la parole à l'occasion de cette première réunion ministérielle de l'OMC qui se tient à Singapour. Permettez-moi de profiter de l'occasion pour transmettre à la fois à M. Ong Teng Cheong, Président, et M. Goh Chok Tong, Premier Ministre de Singapour, ainsi qu'à la population singapourienne chaleureuse et accueillante les salutations amicales de Mme Chandrika Bandaranaike Kumaratunga, Présidente de Sri Lanka, auxquelles je joins les miennes. Nous sommes particulièrement reconnaissants au gouvernement singapourien d'accueillir cette réunion historique et d'en avoir si bien assuré l'organisation.

M. le Président, veuillez accepter nos sincères félicitations pour votre élection, à l'unanimité, à la présidence de cette réunion ministérielle capitale. Ma délégation réaffirme la totale confiance qu'elle a en vous et sait que vous, Ministre du commerce de Singapour, saurez diriger les débats de façon à faire de cette réunion une réussite.

Il me faut également remercier tout spécialement M. Renato Ruggiero, Directeur général de l'OMC, et ses collaborateurs dévoués pour avoir soigneusement préparé la réunion de façon à en assurer le bon déroulement.

Si la création de l'OMC le 1er janvier 1995 est considérée comme le "couronnement du Cycle d'Uruguay", l'évaluation de la mise en oeuvre des Accords du Cycle d'Uruguay devrait assurément prendre plus d'importance dans le cadre de cette Conférence ministérielle. Sri Lanka est convaincue que cette première réunion ministérielle de l'OMC devrait s'attacher en premier lieu à évaluer et analyser, en toute liberté et franchise, la mise en oeuvre des différents instruments juridiques issus du Cycle d'Uruguay, qui ont pris effet le 1er janvier 1995. L'OMC ayant près de deux ans d'existence, il est temps que les membres du système commercial multilatéral fassent un bilan complet pour déterminer ce qui a été accompli jusqu'ici et ce qui reste à faire à l'avenir, s'agissant des résultats du Cycle d'Uruguay.

Pour ce qui est de la mise en oeuvre des Accords du Cycle d'Uruguay, on admet que la plupart des pays en développement ont pris d'importants engagements quant à la libéralisation de leur économie et ont fait des concessions substantielles lors des négociations. A la fin du Cycle d'Uruguay, un certain nombre d'entre eux avaient entièrement consolidé leur tarif douanier. Sri Lanka, par exemple, avait consolidé la quasi-totalité des droits applicables aux produits agricoles au taux de 50 pour cent et un petit nombre de droits frappant les produits industriels. Les pays en développement ont souscrit ces engagements en pensant que le nouveau système commercial fondé sur des règles les mettrait à l'abri des tendances protectionnistes des pays développés.

Or, les pays en développement se heurtent encore à de nombreux obstacles tarifaires et non tarifaires pour des produits dont l'exportation présente de l'intérêt pour eux, comme les textiles et vêtements, les ouvrages en cuir et les produits agricoles. S'agissant des obstacles non tarifaires, le

problème a été examiné pendant le Cycle d'Uruguay et les règles régissant les questions de politique commerciale ont été améliorées, mais elles comportent plusieurs dispositions qui limitent l'accès des pays en développement aux marchés.

Pour ce qui est de l'actuel programme de travail de l'OMC, j'ai le plaisir de vous informer que Sri Lanka a suivi de très près l'évolution de la situation, notamment en ce qui concerne les négociations sur les services financiers et les télécommunications. Dans le cadre du Cycle d'Uruguay, Sri Lanka avait pris des engagements multilatéraux modestes dans deux branches du secteur du tourisme. Cependant, dans le cadre des futures négociations sur les services financiers et les télécommunications, nous envisageons sérieusement la possibilité de faire des offres concrètes dans ces deux domaines afin que nos mesures unilatérales de libéralisation prennent une dimension multilatérale.

Les négociations d'Uruguay reposaient sur l'espoir, reconnu dans l'Accord instituant l'OMC, que les effets positifs qui en résulteraient permettraient aux pays en développement de s'assurer une part de la croissance du commerce international, à la mesure de leurs besoins en matière de leur développement économique. Nous observons une tendance persistante à la mondialisation et des progrès technologiques très rapides dans l'économie mondiale. Il est dès lors nécessaire que les nouvelles règles du commerce international soient appliquées de façon à favoriser l'intégration des pays en développement à l'économie mondiale. En outre, ces pays demandent qu'il leur soit donné la possibilité de tirer parti des avantages offerts par la mondialisation et la libéralisation.

Les pays en développement et les pays développés s'accordent généralement à reconnaître qu'il est beaucoup plus difficile que prévu de s'acquitter des obligations de notification énoncées dans les différents Accords. Avec l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, un processus très complexe de notification a été amorcé et il est loin d'être achevé. Il faut impérativement renforcer les structures et capacités institutionnelles existantes si nous voulons satisfaire aux obligations de notification énoncées dans les différents Accords.

Nation commerçante en développement sensible à la réalité de structures économiques et commerciales mondiales en mutation, Sri Lanka est passée d'une économie tournée vers l'intérieur, relativement fermée et sous contrôle administratif, à un système plus libéralisé. Ce faisant, nous avons entrepris des réformes structurelles difficiles avec un filet de sécurité suffisant pour amortir les effets néfastes. Aujourd'hui, nous avons un système commercial ouvert et libéral avec une structure tarifaire rationalisée comportant trois taux (10, 20 et 35 pour cent) contre 13 jusqu'en 1987, et sans licences d'importation ou d'exportation ni autre mesure de contrôle, sauf dans quelques cas exceptionnels pour des raisons de sécurité nationale, de santé publique et de moralité.

Le gouvernement sri-lankais reste attaché à l'édification d'une économie de marché forte où le secteur privé serait le moteur de la croissance. Le rôle de l'Etat dans la gestion du développement restera essentiellement celui d'un catalyseur, le marché ayant été choisi comme le principal instrument d'allocation des ressources.

Nous avons limité l'intervention de l'Etat aux secteurs où le marché ne fonctionne pas efficacement et qui doivent donc être renforcés ou étayés, pour qu'ils servent l'intérêt de la nation.

Nous avons participé au Cycle d'Uruguay dans un esprit constructif et contribué à leur succès d'une manière réaliste, sans perdre de vue nos besoins en matière de commerce, de financement et de développement. Comme beaucoup d'autres pays en développement, Sri Lanka a elle aussi accepté des disciplines multilatérales rigoureuses et un certain effritement du traitement préférentiel. Les engagements que nous avons pris limitent sérieusement nos possibilités d'action dans des domaines essentiels liés au développement dont les pays aujourd'hui développés ont bénéficié jusqu'à un stade avancé de leur développement économique.

L'accès aux marchés reste le principal sujet de préoccupation de pays en développement comme Sri Lanka. Les produits dont l'exportation présente un intérêt particulier pour nos pays sont encore soumis à des crêtes tarifaires ou à des droits progressifs. Nous sommes dès lors fondés à nous demander si, compte tenu des obligations et responsabilités nouvelles que nous assumons, nous avons bénéficié du Cycle d'Uruguay en termes d'accès aux marchés. Tout en reconnaissant les résultats positifs du Cycle d'Uruguay pour des pays comme le nôtre, nous sommes préoccupés par la manière dont les Accords du Cycle d'Uruguay sont mis en oeuvre et par les problèmes que pose le processus de mise en oeuvre. Par exemple, il faudrait surveiller de près l'impact que l'Accord sur l'agriculture a sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires comme Sri Lanka. L'augmentation des prix des céréales vivrières et des produits laitiers suscite déjà de vives préoccupations. Dans ce contexte, il faut prendre des mesures pour mettre en oeuvre la Décision ministérielle appropriée.

Les obstacles aux exportations des pays en développement doivent être encore réduits ces prochaines années et pour continuer à libéraliser les échanges il faudrait engager de nouvelles négociations multilatérales sur les questions liées aux crêtes tarifaires et à la progressivité des droits qui affectent les exportations présentant un intérêt particulier pour les pays en développement.

L'OMC en est à ses débuts et il serait prématuré de surcharger son programme de travail en y inscrivant des problèmes qui relèvent de la compétence d'autres organisations internationales. A cet égard, elle devrait renforcer sa capacité de constituer des réseaux avec d'autres organisations internationales pour créer plus de synergie dans l'intérêt de tous. Cela permettrait de tirer parti au mieux des avantages comparatifs de chacune des institutions.

En conclusion, nous sommes fermement convaincus que la création de l'OMC a véritablement représenté la réaffirmation du noble principe de la primauté du droit dans les relations commerciales internationales, parallèlement à la mise en place du mécanisme de règlement des différends, à la remise en cause de pratiques protectionnistes existant depuis longtemps dans l'agriculture et dans le secteur des textiles et des vêtements, et à l'extension des règles multilatérales aux services et aux droits de propriété intellectuelle. Nous sommes particulièrement heureux que le mécanisme renforcé de règlement des différends de l'OMC assure aux petites nations commerçantes comme Sri Lanka une plus grande sécurité et protection contre la violation des règles multilatérales. Il est également réconfortant de constater que ce système a bien fonctionné jusqu'à présent. Nous espérons vivement qu'une nouvelle impulsion sera donnée à la mise en oeuvre des autres accords essentiels du Cycle d'Uruguay, à l'issue de cette Conférence ministérielle de première importance.

Permettez-moi enfin de profiter de l'occasion pour réaffirmer l'attachement ferme et inébranlable de Sri Lanka au système commercial multilatéral fondé sur des règles dans le cadre duquel nous avons été les membres fondateurs à la fois du GATT et de l'OMC.